



L'inégalité

Thème :  
Façonner l'avenir de la  
recherche pour le  
développement

Nouvelles de l'EADI

# Editorial

La Réunion des Directeurs qui a eu lieu cette année s'est tenue à Brighton, où elle était hôte de l'Institute of Development Studies ; Kemal Dervis y a tenu son allocution. Le message de Dervis est 'nous devons obtenir un espace politique mondial'.

Le Chef du PNUD a affirmé que le développement économique ne réduit pas la pauvreté aussi vite qu'il y a 15 ans, et ceci est surtout dû à la croissance de l'inégalité des revenus. Dervis croit que les Nations unies peuvent offrir l'espace politique pour développer ces thèmes liés à la réduction de l'inégalité des revenus. Il a appelé les nombreux auditeurs - des étudiants et des chercheurs - à plus focaliser leur travail sur la répartition de l'inégalité et du travail.

Comment pouvons-nous, en tant qu'institutions de développement nous préparer à ces objectifs et ce programme d'action qu'est l' "espace politique mondial" Comment allons-nous organiser la recherche - quelles nouvelles conceptions, théories et approches avons-nous ? De quelles nouvelles alliances avons-nous besoin ? Qu'est-ce qui va conduire notre production de savoir ? Et quels partenariats institutionnels devons-nous renforcer pour avoir un impact sur le chemin du développement ?

Inspirés par le discours de K.Dervis, 70 responsables d'instituts de développement ont débattu de ces questions brûlantes le lendemain. Par ce numéro de la Lettre d'Information de l'EADI, nous espérons pouvoir vous permettre de comprendre les discussions qui ont eu lieu à Brighton.

Lawrence Haddad nous conjure d'être moins esclaves des limites géographiques et économiques, pour rendre la recherche en matière de développement plus intéressante et adaptée aux besoins pour traiter des problèmes de notre planète. Cecile Jackson nous offre ses réflexions sur la justification de la recherche et sur le besoin impérieux de recherche pluridisciplinaire. Louka Katseli évoque la question de savoir si et comment les chercheurs pourraient être utiles aux responsables politiques.

La mise en valeur de la perspective européenne dans les thèmes de la coopération au développement. Voilà l'objectif principal qui se profile derrière l'initiative Rapport sur la politique développement européenne, qui est présentée dans ce numéro par Françoise Moreau. Cette initiative est une action de suivi de la Communication de la Commission sur 'Aide de l'UE : plus, mieux et plus vite' qui a été publiée en mars 2006. L'EADI s'est bien positionnée pour devenir un partenaire obligé de cette initiative.

Jan Hoekema, du Ministère néerlandais des Affaires étrangères et Jesper Simonsen du Conseil norvégien de la Recherche voient clairement un besoin de mettre au centre de nos préoccupations un programme d'action prospectif pour traiter des tendances mondiales et des défis. Tous les deux comprennent leur rôle comme étant d'investir dans une bonne infrastructure, de renforcer les capacités et d'aider à réduire le fossé de politique de recherche (voir les articles complets sur le site [www.eadi.org](http://www.eadi.org)) Jean-Luc Maurer nous montre des mesures incitatives pour pouvoir faire avancer l'EADI avec les résultats de la rencontre.

Une priorité de première importance dans le plan de travail de l'EADI pour les trois années à venir est d'engager et de raffermir des relations avec nos réseaux sœurs regroupés sous l'égide de l'ICCCA. L'article de Gladys Lechini nous offre une vue qui incite à la réflexion sur les processus complexes de coopération en recherche Sud-Sud et Nord-Sud. A l'occasion de la Rencontre des Directeurs, un atelier a été organisé avec la participation de représentants de toutes nos associations sœurs et des membres intéressés. Un de ses résultats est que trois groupes de travail régionaux ont été créés. Ces groupes de travail vont formuler un programme d'action de recherche et vont se réunir régulièrement ; ils vont enrichir la 12e Conférence générale de l'EADI.

Cet événement majeur (titre provisoire : 'Gouvernance mondiale pour un développement durable') se tiendra à Genève en septembre 2008. Un appel à



communication, à table-rondes et à groupes de travail sera publié mi-2007. Les Groupes de travail de l'EADI ont aussi planifié plusieurs événements majeurs pour 2007. Veuillez SVP vous reporter aux divers communiqués et appels à communication publiés dans ce numéro de notre magazine.

"Quel serait l'avantage de procéder à de la recherche si personne n'en entend parler ?" demande Geoff Barnard dans son article sur la communication de la recherche et la conférence du 30e anniversaire du Groupe de travail de l'EADI sur la gestion de l'information. Il nous incite à incorporer la communication dans le processus de recherche et nous donne une introduction aux thèmes chaudement débattus de l'accès ouvert aux archives.

Nous félicitons Francesca Severino d'Italie qui a gagné le Prix de l'EADI 2006 avec sa recherche vraiment très originale, une analyse du terme 'développement' dans le dictionnaire de synonymes et les banques de données de l'UE et d'autres organisations internationales.

Nous aimerions aussi féliciter certaines de nos organisations et instituts membres. Tout d'abord, l'Institute of Development Studies à Brighton qui a célébré son 40e anniversaire. La Commission de recherche de partenariats dans les pays en développement (située en Suisse) a fêté son 25e anniversaire. Et enfin, le Centre européen de gestion de la politique du développement (ECDPM) situé à Maastricht va célébrer son 20e anniversaire en décembre. Bon anniversaire à tous !

*Susanne von Itter*

Susanne von Itter

E-mail: [itter@eadi.org](mailto:itter@eadi.org)

# EADI Réunion des directeurs

## Convergence, divergence et développement mondial

par Kemal Dervis, Administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

L'économie mondialisée actuelle se caractérise-t-elle par la convergence ou la divergence ? Où nous situons-nous en termes de croissance économique ? Comment la croissance se traduit-elle en prospérité et en développement humain ? Les bénéfices de la croissance sont-ils largement partagés ?

Une perspective historique à long terme nous permet de placer ces questions sur une base factuelle grâce à laquelle nous pouvons tenter de formuler des réponses. La croissance économique, telle que nous la définissons aujourd'hui, est un phénomène relativement récent. Elle a débuté en même temps que la Révolution industrielle, vers 1820. Bien que les données historiques ne soient pas entièrement fiables, l'on admet généralement que jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle le revenu mondial par habitant stagnait plus ou moins. D'après le travail effectué par Maddison pour le Development Centre de l'OCDE (2003), ce revenu tournait autour de 500 dollars US (exprimés selon une parité de pouvoir d'achat basée sur l'année 1990). Au début du 20<sup>e</sup> siècle, ce revenu avait effectué un bond jusqu'à dépasser les 1500 \$ US, et au début du 21<sup>e</sup> siècle il se situait au-delà de 6000 \$ US.

L'évolution historique à long terme montre en outre que les différences de revenu réel par habitant entre diverses régions sont restées faibles jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle, les premières grandes différences entre les pays se manifestant vers 1820. La croissance économique mondiale est aujourd'hui plus rapide qu'elle ne l'a jamais été (elle se rapproche de 3% par habitant et par an en moyenne sur les cinq dernières années.). Or,

parallèlement les différences entre les pays les plus riches et les plus pauvres s'accroissent. En effet, le début du 21<sup>e</sup> siècle est une époque où les inégalités explosent.

Il est clair que l'économie mondiale dénote une forte tendance à la convergence. La diffusion du savoir et des technologies a permis le développement de mécanismes de rattrapage rapides, comme le montre l'ascension des multinationales du Sud qui

mondiale concernant par exemple la santé, l'espérance de vie ou l'alphabétisation. L'épidémie du VIH/SIDA renverse malheureusement certains de ces bénéfices dans les pays les plus touchés.

La divergence est vraiment la tendance dominante de l'économie mondiale. Le rapport entre le revenu moyen par habitant dans les dix pays les plus riches et les dix pays les plus pauvres, qui était seulement de 3 en 1820 à

l'orée de l'ère industrielle, est monté à 21 en 1960, 47 en l'an 2000 et atteint aujourd'hui 50. Les inégalités de revenu ont augmenté rapidement au sein même de certains pays, le revenu se concentrant de plus en plus sur 0,1% d'individus, tandis que les revenus au bas de l'échelle de distribution stagnent dans de nombreux pays, riches ou pauvres.

Ces inégalités croissantes ont-elles vraiment une incidence sur le développement ? Voilà qui est sujet à débats. Certains affirment que la réduction de la pauvreté devrait être l'objectif exclusif des efforts de développement et que nous pouvons avancer sur la base de récentes tendances positives. Bien qu'il y ait en effet eu un progrès considérable dans la réduction de

la proportion de la population mondiale qui vit dans la pauvreté, les chiffres absolus des personnes pauvres ont très peu diminué. Certains pays et des régions entières sont exclus des progrès dans la réduction de la pauvreté. Ainsi, l'Objectif de développement du millénaire de diviser par deux la proportion des personnes vivant dans une pauvreté



défient la prééminence traditionnelle des entreprises venant de pays du 'Nord' plus développés. Plusieurs économies asiatiques émergentes, menées par la Chine, grandissent depuis un certain temps à une allure trois fois supérieure à celle des économies plus mûres. Le développement humain comporte également certains éléments de convergence

extrême d'ici 2015 devrait être atteint dans l'ensemble, mais il ne le sera pas partout - notamment pas en Afrique sub-saharienne.

Il est clair que l'inégalité et la pauvreté ne sont pas sans rapport entre elles. Des inégalités perpétuelles et grandissantes réduisent l'élasticité de la croissance de la réduction de la pauvreté - c'est-à-dire la vitesse à laquelle la croissance se traduit en réduction de la pauvreté. De manière générale, les pays ayant un niveau d'inégalité plus élevé doivent croître beaucoup plus vite, ou nécessitent bien plus de temps, pour atteindre le même degré de réduction de pauvreté que les pays moins inégaux. On observe une diminution dramatique de la croissance qui profite aux pauvres : depuis 1990, il faut environ trois fois plus de croissance pour obtenir le même degré de réduction de la pauvreté qu'avant 1990 dans un pays typique à revenu moyen/faible.

Or, même si ce lien entre pauvreté et inégalité n'existait pas, le monde ne saurait ignorer l'accélération des divergences au sein de l'économie globale. L'inégalité peut freiner la croissance de diverses manières. Elle peut

nuire au processus politique, les décisions concernant les dépenses publiques étant systématiquement partiales ; elle peut créer des contraintes de crédits qui limitent les possibilités d'investissements dans le capital physique et humain ; et elle peut perpétuer les électeurs profiteurs de rentes qui résistent au changement et au progrès.

Mais il existe aussi une raison plus profonde de s'inquiéter de l'inégalité et de la divergence au sein de l'économie mondiale. En observant les pays aujourd'hui les plus riches nous voyons que les politiques publiques ont participé à la réduction de l'inégalité, notamment lorsque les transferts et les politiques sociales ont été mis en place durant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Ceci a créé la base sur laquelle des marchés très dynamiques ont pu se développer en même temps que des institutions et des politiques qui aidaient à garantir une distribution équitable des produits économiques - même lorsque les salaires ou les revenus du capital n'étaient pas équitables. C'est cette combinaison gagnante qui a permis le développement d'une croissance

économique et d'une prospérité largement distribuée. Chaque société décidera du niveau d'inégalité qu'elle est prête à tolérer, mais l'expérience de nombreux pays aujourd'hui riches prouve que ce niveau ne doit pas être extrême.

Plus généralement, le fait de tolérer une divergence croissante des revenus d'un pays à l'autre pourrait entraîner une réaction contre l'expansion et l'intégration grandissantes des marchés qui a contribué à la croissance économique récente et à de nombreux aspects positifs de la convergence économique actuelle. Pour que la mondialisation et la croissance distribuent leurs bénéfices plus largement, il faut s'attaquer à ces disparités de revenus entre pays, tout comme les disparités de revenus à l'intérieur des pays riches ne sont pas ignorées. Il est essentiel de lutter contre la pauvreté, mais cela ne suffit pas. L'inégalité et la divergence mondiale sont aussi des sujets de préoccupations dans l'intérêt d'un développement mondial durable.

## Bilan de la 4<sup>e</sup> réunion annuelle des directeurs de l'EADI à Brighton

Par Jean-Luc Maurer, Président de l'EADI

Après avoir été élu président de l'EADI en septembre 2005, j'ai proposé au Comité exécutif que la réunion annuelle des directeurs de nos institutions membres, inaugurée avec inspiration trois ans plus tôt sous la présidence de mon prédécesseur et ami Louk de la Rive Box, devienne la principale manifestation publique marquant la vie de notre association entre deux conférences générales triennales. Après Pavia en 2003, Genève en 2004 et Bonn en 2005, la 4<sup>e</sup> réunion annuelle des directeurs de l'EADI s'est donc tenu le 3 novembre dernier à Brighton, dans les locaux de l'IDS de l'Université du Sussex, l'un des plus anciens et prestigieux de nos membres, grâce à la généreuse hospitalité de son directeur Lawrence Haddad et de ses collègues. De l'avis unanime des participants qui ont rendu leur fiche d'évaluation au

secrétariat, ainsi que de nombreux autres qui nous ont fait part de leurs réactions de manière moins formelle, elle semble avoir été un grand succès.

Le principal objectif de cette manifestation est bien évidemment de réunir les directeurs des instituts européens d'études de développement afin qu'ils discutent des questions importantes pour l'avenir de notre champ d'études et de recherches et fournissent des idées et des conseils pour orienter l'action future de l'EADI au service de ses membres. Toutefois, pour rendre cette réunion plus attractive et en garantir le succès, nous avons décidé qu'il faudrait y inviter chaque année une personnalité marquante et réputée ayant des responsabilités de premier plan dans le domaine du développement. Nous ne

pouvions pas inaugurer de meilleure manière cette nouvelle formule qu'en y invitant Kemal Dervis, administrateur du PNUD depuis l'été 2005 et troisième plus haut responsable dans la hiérarchie de l'ONU. La brillante conférence publique, aussi rigoureuse qu'engagée, qu'il a prononcé la veille au soir de notre réunion, devant un amphithéâtre plein à craquer, restera un moment marquant dans la vie de notre association. Il y a démontré avec brio que la croissance économique était de moins en moins performante pour réduire la pauvreté du fait de l'aggravation quasi universelle des inégalités sociales à laquelle on assiste. Dans la foulée, il a fait appel à la mobilisation de la communauté des chercheurs pour aider le PNUD à mieux analyser ces problèmes afin de pouvoir y apporter des réponses. Après avoir

condu son exposé par un plaidoyer lucide et courageux pour que nous oeuvrions tous ensemble à promouvoir un nouveau multilatéralisme pour le XXI<sup>e</sup> siècle, seul gage de paix, de justice et de sécurité pour notre humanité, il s'est prêté de bonne grâce pendant près d'une heure au jeu des questions et réponses d'une audience sous le charme.

Nous lui sommes particulièrement reconnaissants d'avoir pris sur son emploi du temps très chargé pour venir donner cette superbe conférence et participer à la réunion des directeurs le lendemain matin, ce qui lui a permis de se familiariser avec les objectifs et activités de l'EADI. Son message a été entendu et nous ferons tout le possible pour que notre association sache relever le défi lancé en s'impliquant plus, à travers ses membres, dans l'étude des inégalités sociales, une problématique qui apparaît de plus en plus clairement comme devant constituer l'une des principales priorités pour les études de développement à l'avenir. Un tel engagement permettrait de soutenir l'action d'un PNUD, qui renforcerait encore son rôle précurseur et son rayonnement en intégrant la dimension des inégalités dans sa mesure du développement humain. Encore un très grand merci à Kemal Dervis. Il a placé la barre très haut et nous aurons à cœur d'inviter une personnalité de sa stature pour la prochaine réunion annuelle des directeurs de l'EADI qui devrait avoir lieu à l'ISS de La Haye en novembre 2007.

Cette réunion des directeurs à proprement parler a donc été très fructueuse. Malgré un ordre du jour terriblement chargé, nous avons pu, grâce à une série de conférenciers aussi pertinents que concis, traiter d'un nombre impressionnant de problèmes plus importants les uns que les autres et même avoir le temps d'en débattre de manière détaillée. Cela a d'abord été le cas pour ce qui est des tendances et des défis de notre champ d'études, avec

Lawrence Haddad (IDS/Sussex), des avantages et des défis de l'approche interdisciplinaire dans les études de développement, avec Cecile Jackson (DSA/UK), ou de la

nécessité de renforcer les partenariats scientifiques Nord-Sud et Sud-Sud, avec Gladys Lecchini (CLACSO/Buenos Aires). Puis nous avons ensuite pu discuter de la nécessité de mobiliser la recherche européenne pour soutenir les politiques de développement, avec Françoise Moreau (DG Development-EC/ Bruxelles), du rôle important qu'elle doit jouer en la matière, avec Jan Hoekema (MINBUZA/ Pays Bas) et Jesper Simonsen (Research Council/Norvège) et de la place que l'EADI peut occuper pour dresser des ponts entre ces deux mondes, avec Thomas Lawo (EADI/ Bonn) et Louka Katselli (CD-OCDE/Paris).

Enfin, nous avons écouté les rapports très encourageants sur l'état d'avancement des travaux des groupes de réflexion sur l'accréditation des programmes d'études du développement, de la part de Michel Carton et Joost Mönks (IUED/Genève), et sur le classement des revues périodiques spécialisées dans notre domaine d'études, de la part de Filip Reyntjens (IDPM/Anvers) et de Ton Dientz (CERES/Amsterdam). Bref, une journée de travail intense et très satisfaisante qui semble avoir remplie toutes ses promesses et qui devrait permettre à l'EADI d'avancer de manière significative dans le renforcement de ses activités au service de ses membres..

Finalement, nous avons profité de cette réunion annuelle des directeurs pour inviter nos collègues des différentes associations-sœurs de l'EADI au sein de l'ICDDA et organiser avec



eux un atelier le lendemain matin, grâce au soutien financier obtenu de la DDC Suisse pour renforcer le partenariat scientifique Nord-Sud au sein de notre réseau mondial. Outre Gladys Lecchini (CLACSO/Buenos Aires), nos collègues et amis Adebayo Olukoshi (CODESRIA/Dakar), Alfred Nehma (OSSREA/Addis Abeba) et Hari Singh (APISA/Kuala Lumpur) avaient donc fait le déplacement à Brighton.

Malgré le temps extrêmement limité à disposition, cet atelier s'est également avéré des plus utiles et efficaces puisque les participants se sont séparés en décidant de lancer trois groupes de travail régionaux sur les relations entre l'Europe et l'Afrique, l'Amérique Latine et l'Asie, chacun travaillant sur une problématique spécifique résultant du consensus qui s'est dégagé dans les réunions des sous-groupes. La suite de cette initiative est que trois ateliers régionaux devraient être organisés en 2007 et que ces groupes de travail devraient jouer un rôle important dans le Conférence générale de l'EADI à Genève en septembre 2008. On peut donc dire que le ciel de Brighton, au demeurant d'un bleu resplendissant pendant ces deux jours de réunion, a été particulièrement propice pour faire avancer les choses au sein de notre association. L'accueil chaleureux et attentif des amis de l'IDS n'y est pas pour rien. Nos remerciements les plus sincères à chacune des personnes qui ont œuvré à ce succès.

E-mail: jean-luc.maurer@iued.unige.ch



# Réinventer la recherche sur le développement

Par Lawrence Haddad, Institute of Development Studies

A quels défis le développement sera-t-il confronté au cours des quarante années à venir et quelles en seront les conséquences pour la recherche sur le développement ? C'est à ces questions qu'ont cherché à répondre les 47 tables rondes et la conférence internationale organisées dans le cadre de la Consultation mondiale soutenue par l'IDS à l'occasion de son quarantième anniversaire. Ces rencontres très variées, qui ont rassemblé 1500 personnes, ont permis d'identifier quatre thèmes majeurs.

## Questions relatives au développement

Tout d'abord, il a semblé aux participants que l'accélération de certaines tendances telles que l'évolution de la conscience face au changement climatique, les flux migratoires, la puissance économique et politique changeant de mains au niveau mondial, l'augmentation de l'inégalité (au sein des pays et entre eux) et une information en temps réel de plus en plus disponible créaient un sentiment d'incertitude, et que souvent une faible capacité à gérer cette incertitude provoquait une vulnérabilité réelle et imaginaire.

Deuxièmement, les tables rondes se sont fait écho d'une certaine convergence, de nombreuses questions apparaissant simultanément en divers endroits de la planète. Des thèmes tels que la gestion des avantages et des menaces créés par la croissance de la Chine et de l'Inde, l'équilibre entre la sécurité et le droit, ou le compromis entre l'énergie nécessaire à la croissance d'aujourd'hui et la protection de l'environnement pour la croissance de demain semblent apparaître sur les écrans radar du monde entier.

Troisièmement, les tables rondes ont relevé que les résultats du développement divergeaient selon les contextes et qu'il existait une demande de diversification dans l'élaboration des stratégies de développement. L'insatisfaction avec les solutions néolibérales, l'exemple de croissance chinois, le sentiment que les solutions développées sur place sont les plus efficaces, et la notion que la création

de savoir ne peut pas être délocalisée contribuent tous à l'impression que tous les pays doivent entreprendre leur propre voyage d'exploration vers leur propre version du



développement, et que ce voyage doit être guidé par une relation entre leurs gouvernements et leurs sociétés civiles - avec le soutien judicieux des étrangers.

Enfin, les tables rondes ont souligné que l'industrie du développement était trop peu confrontée à ses responsabilités, un véritable problème. Par exemple, des politiques publiques faibles soutenues par le Royaume-Uni au Kenya auront moins de conséquences pour le gouvernement britannique qu'une politique publique faible soutenue au Royaume-Uni. Il en va de même pour la recherche sur le développement qui ne provient pas du pays dans lequel elle est utilisée. Les intervenants de la conférence ont repris et approfondi tous ces sujets.

## Conséquences pour la recherche

Les participants ont considéré que ces questions avaient des conséquences très importantes pour la recherche sur le développement. Premièrement, la recherche sur le développement se doit d'aller au-delà des priorités géographiques des agences d'aide humanitaire. Comprendre l'évolution sociale et le développement dans un éventail de pays plus vaste - riches et pauvres - peut aider à comprendre les questions qui préoccupent les

pays les plus pauvres. Un tel travail comparatif permettrait également de créer des relations scientifiques plus symétriques - entre le Nord et le Sud et entre l'Est et l'Ouest - au sein desquelles des chercheurs venant, par exemple, de Grande-Bretagne, du Nigeria et du Pakistan pourraient former des équipes multinationales afin d'explorer l'identité et l'exclusion sociale dans ces trois pays. De tels arrangements aideraient aussi les chercheurs du Sud à influencer le creuset commun de connaissances et les programmes de développement. Deuxièmement, il faut faire en sorte que la recherche sur le développement doive rendre davantage de comptes aux habitants du monde développé et en développement - ne pas succomber aux mécanismes de faible prise de responsabilités qui ont cours dans le secteur du développement en général. Troisièmement, comment préserver l'indépendance de notre travail dans un monde où la recherche est de plus en plus soumise aux lois du marché ? Enfin, nous devons revoir en permanence notre mélange de disciplines - dans un monde qui a besoin que les comportements changent afin de combattre le réchauffement climatique et qui a besoin de savoir calmer les tensions avant qu'elles ne dégénèrent en conflits, des disciplines telles que la psychologie et l'histoire doivent être intégrées dans le cadre de la recherche sur le développement.

## Conclusions

Pour rendre la recherche sur le développement encore plus utile dans les quarante années à venir, il nous faut la mondialiser. Afin de mieux comprendre comment les changements se produisent et comment nous pouvons y contribuer, nous devons nous libérer des frontières géographiques et économiques. Certains problèmes ont un rayonnement si vaste qu'ils peuvent uniquement être appréhendés en rassemblant les perspectives venues du monde entier. Pour comprendre l'objet de notre attention dans son ensemble, il faut l'examiner depuis des angles divers. D'autres problèmes sont peut-être plus locaux, mais on en apprendra beaucoup sur eux et sur la manière de les affronter.

er à travers un regard venu d'ailleurs - d'endroits riches ou pauvres. Cette perspective sur les problèmes a en outre davantage de chances de réduire les déséquilibres dans notre manière de composer des équipes de chercheurs internationales. La présence accrue de perspectives du Sud et la capacité de les communiquer sont cruciales pour rendre le creuset mondial de connaissances plus pertinent pour la résolution des problèmes des pays les plus pauvres tout comme, à mon avis, les problèmes des pays riches qui sont de plus en plus liés à ceux des autres. Mondialiser la recherche sur le développement nous éloignera de la mentalité confortable qui veut que les

problèmes soient le monopole du Sud et les solutions le monopole du Nord.

Avons-nous réinventé la recherche sur le développement dans le cadre des célébrations du quarantième anniversaire de l'IDS ? Non. Mais sommes-nous allés bien plus loin que je n'aurais osé l'espérer ? Oui. Nous allons contribuer les résultats de ce processus à un certain nombre de mécanismes d'élaboration de priorités pour la recherche actuellement en œuvre au Royaume-Uni, dans les fondations américaines, à la Commission européenne et dans les nombreux forums du monde en développement. Adebayo Olukoshi, du CODESRIA, a déclaré que ce quarantième

anniversaire marquait la fin du début pour l'IDS. Je pense qu'il marque aussi le début d'un processus visant à faire de nouveau de l'IDS le pionnier qu'il était voici quarante ans. Nous nous réjouissons à l'idée de travailler avec nos partenaires et au sein de nos réseaux afin de réinventer la recherche sur le développement pour qu'elle fasse davantage la différence, une différence positive, dans les vies de ceux qui souffrent de privations et d'injustice.

Lawrence Haddad est directeur du Institute of Development Studies  
E-mail: L.Haddad@ids.ac.uk

## Disciplines, dialogues et développement - Quelques réflexions (principalement) anthropologiques\*

Par Cecile Jackson, DSA

La contribution de Cecile Jackson traite des défis et des avantages respectifs d'une recherche sur le développement disciplinaire ou interdisciplinaire au Royaume-Uni. Elle décrit tout d'abord "l'économie politique des débats sur les disciplines et inter-disciplines" puis "les intégrations possibles entre les disciplines" qui se déroulent plutôt entre les chercheurs eux-mêmes qu'entre les différences épistémologiques et méthodologiques.

Grâce à la coopération plus étroite entre chercheurs et utilisateurs de la recherche à tra-



vers le 'Research Assessment Exercise' (RAE), chargé de la distribution des financements publics à la recherche au Royaume-Uni, et à la nécessité d'une recherche plus orientée sur l'application politique, la recherche devient plus responsable et la demande en recherche interdisciplinaire augmente. Ayant analysé les tendances actuelles de la recherche britannique sur le développement, elle affirme que "[l']interdisciplinarité est devenue un indicateur de responsabilité publique dans l'attribution de fonds pour la recherche".

Mme Jackson se penche en outre sur "la tension entre la nécessité d'une autonomie disciplinaire de la théorie et de l'identité, et une rencontre interdisciplinaire qui prouve la responsabilité sociale et l'opportunité de la recherche aux yeux des bailleurs de fonds". Selon elle, la responsabilisation a engendré un besoin urgent d'inclusion des utilisateurs de la recherche et des 'non-chercheurs' dans le processus de recherche, ce qui la mènerait à un niveau "au-delà du monde scientifique". Ce processus de responsabilisation peut cependant de par lui-même séparer les chercheurs des non-chercheurs mais aussi les

chercheurs de différentes disciplines dans l'objectif "d'établir l'authenticité et l'autarcie de chaque corpus théorique". Le besoin d'avoir "la possession exclusive", qui définit et brevète "l'idée de l'auteur en tant qu'unique initiateur de l'oeuvre" est donc évident.

En décrivant la relation entre l'économie et l'anthropologie dans le domaine des études du développement, Mme Jackson se sert d'une métaphore des relations humaines introduite par M. Strathern (2004), qui demande : "La disciplinarité est-elle à la lignée familiale ce que l'interdisciplinarité est au mariage ?" Cecile Jackson analyse le processus de transaction qui se produit lors de la coopération entre économistes et anthropologues en utilisant l'approche coopérative de résolution de conflits de Sen. Ses indicateurs sont "l'intérêt propre réel et imaginaire de chaque partie concernée, leurs contributions réelles et imaginaires à un partenariat, et leurs positions de chute dans le cas d'un échec de la coopération". Elle en conclut que "l'approche coopérative des conflits pourrait donc suggérer que les sciences économiques sont le partenaire le plus fort dont les préférences sont plus susceptibles de

se retrouver dans les résultats”.

Poursuivant le fil de la question ci-dessus concernant l'intégration des disciplines entre les chercheurs individuels plutôt qu'entre les approches théoriques, Mme Jackson estime que le point de vue économiste sur les bénéfices d'une coopération interdisciplinaire se concentrerait plutôt sur les résultats mesurables, tandis que l'anthropologie prend également en considération des bénéfices que l'individu récolte par le renforcement des relations sociales. D'un côté, un acte d'auto-responsabilisation sera le bénéfice principal de l'effort individuel en faveur de la coopération interdisciplinaire. De l'autre, les communautés scientifiques de solidarité pourraient servir de motivation pour une coopération interdisciplinaire. Pour Mme Jackson, "l'auto-responsabilisation et les solidarités sociales créent également des motivations et des

bénéfices pour la coopération interdisciplinaire." Dans un contexte de coopération interdisciplinaire, Mme Jackson se sert d'une étude préparée par David Mosse sur l'intégration des anthropologues au sein de la Banque mondiale qui conclut : "ils continuent de se sentir et d'agir comme un groupe marginalisé" et "se considèrent comme les clients des sciences économiques". N'étant pas totalement reconnus, les anthropologues de la Banque mondiale "parviennent uniquement à un arrangement stratégique à travers des justifications instrumentales et économiques de leur travail".

Mme Jackson résume son propos en estimant que la coopération interdisciplinaire en sciences sociales rencontre peut-être de nombreux obstacles mais que l'environnement extérieur évolue lui aussi et que "une demande constante de recherche

interdisciplinaire est évidente au Royaume-Uni". Prenant ainsi en considération aussi bien les promoteurs des droits de propriété intellectuelle que ceux de la responsabilisation de la recherche en sciences sociales, Mme Jackson conclut en ces termes : "les études du développement ont toujours été un projet profondément multidisciplinaire au sein duquel les valeurs partagées concernant l'importance d'une justice sociale mondiale ont permis à des disciplines bien différentes de continuer à dialoguer".

Cecile Jackson est présidente de la 'Development Studies Association'.

E-mail: [cecile.jackson@uea.ac.uk](mailto:cecile.jackson@uea.ac.uk)

La contribution complète est téléchargeable sur le site de l'EADI.

\*Résumé réalisé par le Secrétariat de l'EADI

## Vers un rapport européen sur le développement

Par Françoise Moreau, Commission européenne

L'année 2005 représente un tournant pour les politiques de développement européennes, l'Union européenne ayant pris des engagements ambitieux afin d'accroître le volume et l'efficacité de son aide et de renouveler son fondement politique.

En termes de politique, le Consensus européen pour le développement signifie que l'UE a identifié des valeurs, principes, objectifs et moyens communs qui définissent une vision européenne du développement et confirment son engagement en faveur de l'élimination de la pauvreté et du programme des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Toujours en 2005, l'UE a adopté une nouvelle stratégie pour l'Afrique, matérialisant ainsi le Consensus européen, et ébauchant un concept complet afin de guider les actions de l'UE en faveur de ce continent. Une nouvelle approche de la gouvernance, fondée sur le dialogue et les encouragements, s'insère également dans ce nouveau programme politique.

En termes de ressources, l'UE a décidé de doubler collectivement le volume de son aide d'ici 2010 afin d'atteindre les 0,7% du PIB d'ici

2015 et de relancer la question de l'efficacité de l'aide, notamment sur la base de la Déclaration de Paris. L'UE s'est en outre explicitement engagée en matière de cohérence des politiques, identifiant douze domaines, y compris le commerce, l'agriculture, la sécurité, la migration et l'évolution climatique, qui peuvent apporter une contribution importante aux OMD.

Ces engagements ont été pris en aval du processus de décision politique : partant de perspectives politiques parfois divergentes au sein de l'UE, ils se sont concentrés sur l'élaboration de points de vue communs au sujet des moyens de programmer et de mettre en œuvre les politiques de développement européennes. Néanmoins, le Consensus européen et les mesures pour l'efficacité de l'aide de la Commission ont aussi pris en compte la nécessité de coordonner et d'harmoniser en amont et sur la base de recherches et d'analyses communes. Une pensée commune "ex-ante" au sujet du développement au niveau européen pourrait donc ouvrir la voie à des perspectives

communes concernant les actions de l'UE.

La recherche européenne sur le développement est actuellement très active et a produit des contributions scientifiques de qualité, mais son potentiel reste dispersé sur plusieurs centres et instituts qui opèrent souvent au sein d'un cadre politique national. L'absence de dimension européenne, ainsi que la présence insuffisante au sein du débat international et un manque de liens avec le processus politique de l'UE, ont freiné l'impact que la recherche européenne sur le développement aurait pu avoir sur les réflexions internationales.

Le Consensus européen sur le développement souligne donc la nécessité de stimuler le débat sur le développement en Europe, d'améliorer les capacités analytiques au niveau européen et de renforcer les liens avec les responsables politiques. Ces concepts sont précisés dans la communication de la Commission intitulée "Aide de l'UE : fournir une aide plus importante, plus efficace et plus rapide" qui propose une initiative européenne pour améliorer la vision européenne du

développement et son influence sur les programmes de développement internationaux.

Ce mandat politique a encouragé la Commission et certains Etats membres à lancer un processus qui doit mener à la publication d'un Rapport européen sur le développement (RED). A son tour, ce rapport soulignera le renforcement des réseaux européens existants en améliorant le lien entre la recherche européenne et les décisions politiques. Ce dernier élément représente la meilleure valeur ajoutée de l'initiative car il engage les responsables politiques et les chercheurs européens au sein d'un même projet.

Améliorer la perspective européenne sur les questions de développement reste l'objectif primordial de l'initiative, ce qui a été confirmé lors de la première réunion avec les Etats membres intéressés et plusieurs chercheurs et réseaux scientifiques. Alimenter le débat sur le développement au sein de l'UE ; assurer ou améliorer la visibilité de la pensée européenne sur le développement ; contribuer à élaborer les priorités internationales, tout cela profitera à l'objectif général.

Le Rapport annuel sur le développement sera le produit principal, mais d'autres résultats intermédiaires (des études de fond, des séminaires et des ateliers) sont tout aussi importants. Ces instruments de recherche, de

diffusion et de débat joueront, il faut l'espérer, un rôle de catalyseur, renforçant et précisant la vision commune décrite dans le Consensus et facilitant le processus de décision politique au sein des institutions européennes et des Etats membres.

La gestion du processus sera partagée entre les représentants des Etats membres de l'UE, la Commission européenne et les chercheurs européens. Un Secrétariat occupera une fonction de coordination et aidera à inclure un maximum d'acteurs dans le débat. L'objectif est de créer une structure qui soit ouverte : aux Etats membres intéressés par cette initiative et souhaitant y contribuer ; à d'autres membres de la communauté des chercheurs européens ; aux institutions concernées de l'UE ; à des partenaires de recherches dans les pays en développement ; aux organisations intéressées de la société civile et aux partenaires économiques et sociaux.

Les thèmes abordés dans les premiers rapports devront répondre à quatre critères : avoir une pertinence politique et proposer des options opérationnelles aux responsables politiques ; se baser sur les sciences économiques mais aussi politiques et sociales et avoir une approche globale plutôt que sectorielle ; comporter une dimension tournée vers l'avenir, avoir un accent européen et répondre aux intérêts et préoccupations des



citoyens européens.

Le but est de publier le premier Rapport européen sur le développement d'ici mars 2008.

Françoise Moreau est Chef d'unité "études prospectives et cohérence politique" DG Développement et relations avec les pays ACP, Commission européenne

E-mail: francoise.moreau@ec.europa.eu

## Première enquête européenne sur la recherche en développement

# La coopération dans la recherche est vitale pour les instituts de recherche en développement

La première enquête européenne sur la recherche en développement (Eur.Dev.Research Survey) a été menée par l'EADI en octobre 2006. Un des résultats saillants est qu'une très grande majorité des 43 instituts membres qui ont répondu à cette enquête poursuivent des programmes communs de recherche, soit au niveau local, national ou international. La coopération internationale dans la recherche joue le rôle le plus important pour les chercheurs européens en matière de développement. Près de 82% des personnes interrogées indiquent que leurs institutions ont des opérations de

partenariat avec des instituts de pays en développement. En ce qui concerne les sources de financement, il est intéressant de noter que les sources les plus importantes sont les gouvernements ou des instances nationales, et que les bailleurs de fonds privés ou même le financement de l'Union européenne ne jouent qu'un rôle moindre, et ceci tout spécialement pour les petites institutions. Obtenir du financement d'une institution de l'UE est une tâche difficile qui requiert un grand effort administratif. L'étude de l'EADI montre que les petites organisations sont moins susceptibles

d'avoir accès aux financements fournis par l'Union européenne.

## Défis pour les instituts de recherche en développement.

61% des instituts indiquent qu'ils envisagent d'étendre leur capacité de recherche, ce qui est un développement positif. Les plus grands défis et enjeux pour les organisations restent leur capacité de répondre aux conditions et normes telles que :

- financement et durabilité financière
- compétition au niveau international
- qualité et obtention de standards les plus élevés
- travail en réseau avec des institutions européennes et coopération avec des institutions du Sud
- changements structuraux en général

### Importance et impact de la recherche

Dans le contexte de la valeur, de la pertinence et de l'impact de la recherche, le débat sur les

possibilités et les enjeux de la communication et de la dissémination de la recherche prend une importance toute particulière.

Il est intéressant de noter que 88 % des répondants ont indiqué que la communauté de recherche elle-même est un public important, et les responsables politiques sont considérés comme étant le deuxième groupe cible en importance (82%). Les ONG internationales sont considérées elles comme un groupe cible moins important (32%), ce qui est un résultat surprenant, vu le fait qu'elles soient parmi les praticiens les plus actifs du développement.

### Enquêtes régulières

L'EADI va faire régulièrement de telles enquêtes, d'abord pour établir régulièrement un relevé des réalisations passées et de la situation des instituts de recherche en développement situés en Europe, et deuxièmement pour aider à conscientiser le monde extérieur sur les défis et tendances que ces institutions rencontrent.

Le texte complet de l'enquête est disponible sur [www.eadi.org](http://www.eadi.org)

## Le Prix EADI 2006

L'EADI a créé un Prix de l'excellence dans la recherche sur le développement afin d'encourager une recherche créative, interdisciplinaire, variée sur les questions de développement. Il a été lancé en 2005 afin de récompenser et de faire connaître la nouvelle génération de spécialistes des questions de développement.

Parmi les 50 candidats de l'édition 2006, le jury a très vite identifié le vainqueur. Nous sommes enchantés d'attribuer le Prix EADI de l'excellence dans la recherche sur le développement 2006 à une jeune femme qui a écrit une contribution soulevant des questions situées au cœur même du processus de recherche.

L'excellent travail de Francesca Severino intitulé "Quel lexique utiliser pour définir les relations UE/ACP ? Analyse du terme 'développement' dans le lexique de l'UE et d'autres organisations internationales" est une analyse philosophique et épistémologique rigoureuse sur un sujet très vaste.

Son travail analyse l'utilisation du terme "développement" dans cinq lexiques très connus (FAO, UE, ONU, UNESCO, OCDE) avec une approche très originale et des résultats étonnants.

Francesca Severino explique principalement que "le lexique en tant que système d'organisation des connaissances est le résultat d'une culture, et plus spécifiquement de la culture occidentale".

Elle nous encourage donc à réfléchir au sujet de la détermination culturelle d'un lexique et examine les conséquences de ce système influencé par la pensée occidentale sur les résultats des recherches, notamment dans un monde multiculturel ou divers points de vue sur le monde forment la base des programmes de recherche.

Il s'agit d'un travail très clair qui stimule la réflexion et qui présente le développement d'un point de vue inhabituel en posant des questions situées au cœur même du processus de recherche, très pertinentes pour les activités de l'EADI en tant qu'association d'instituts de recherche.



Francesca Severino a étudié la philosophie et l'anthropologie appliquée en Italie, le tout complété par un Master international de coopération et de développement de l'université de Pavie. La contribution qui lui a permis de gagner le prix se fonde sur son mémoire de master.

Nous félicitons Francesca et nos meilleurs voeux l'accompagnent pour la suite de sa carrière !

# Un pont entre la recherche et la politique - quel rôle pour l'EADI ?

Par Louka T. Katseli et Colm Foy, Centre du Développement de l'OCDE<sup>1</sup>

Maintenant que la mondialisation avance et que les marchés sont toujours plus intégrés à l'échelle mondiale, il y a un besoin réel d'évaluer et de comprendre les conditions et les opportunités qu'offrent des sites très éloignés.

Les hommes d'affaire et les décideurs politiques ont besoin d'avoir accès à un grand réservoir de savoir en expansion sur les thèmes du développement et ils recherchent des instruments et processus efficaces pour y avoir accès. Ils sont prêts à payer pour des services intermédiaires et affréter des ressources à ce processus. La communauté de la recherche en développement doit pouvoir répondre à ce défi et saisir cette occasion : il est clair que fournir des prestations de services efficaces de savoir requiert non seulement de renforcer les capacités, mais aussi de raffermir les institutions elles-mêmes pour être en mesure de pouvoir mettre à disposition, dans de brefs délais, un produit de haute qualité. Faire face à ce défi : voilà un élément qui a provoqué une tension montante et occasionne une certaine ambivalence dans les relations entre les chercheurs universitaires et les décideurs politiques.

## 1. Répondre aux échecs d'intermédiation

La source de cette tension réside dans les soucis intriqués suivants : a) orientation et qualité de la recherche ; b) financement et responsabilité ; et c) importance et impact.

### Orientation et qualité

Chez beaucoup de chercheurs il existe une ambivalence à propos de la recherche 'orientée vers l'usage'<sup>2</sup> et son interaction avec la communauté politique. Dans certaines instances, une telle attitude représente des préférences : certains chercheurs en effet choisissent de ne pas s'engager sur la voie de la recherche 'orientée vers son usage', mais se concentrent

plutôt sur les relations fondamentales en faisant ressortir le processus de 'réservoir de développement du savoir' avec des apports de savoir frais. La même démarche est observée chez certains politiciens : ils ne voient ou ne comprennent pas l'importance de la recherche sur le développement pour améliorer les processus politiques.

Plus souvent cependant, l'ambivalence observée a ses racines non pas dans des préférences, mais dans des moyens et compétences limités. Même s'ils le voulaient, plusieurs chercheurs n'ont pas les capacités et la formation apte à fournir ce type de recherche pertinente, de haute qualité et adaptée. Ceci est particulièrement le cas en Europe où l'absence d'institutions publiques de haute recherche et d'enseignement très pointu se fait cruellement sentir en comparant avec les Etats-Unis. Et de l'autre côté, les décideurs politiques possèdent rarement le savoir et les compétences requises pour traduire les résultats de la recherche universitaire en un guide pratique pour formuler la politique.

Les motivations existantes ont aussi tendance à exacerber la disjonction entre la recherche universitaire et l'élaboration et la mise en pratique de la politique. Pour des chercheurs universitaires, les incitants à la promotion sont plutôt favorables à la génération et à la dissémination de nouveau savoir généralement présenté en termes éminemment théoriques, non accessibles aux dirigeants et responsables politiques. Un des résultats est que, même si la recherche semble être d'un intérêt direct pour eux, les décideurs politiques qui savent ou qui supposent qu'il y a de la recherche qui existe quelque part ne savent pas où elle se trouve, ou ne savent pas comment la trouver. Ce qui manque c'est ainsi une intermédiation efficace et fonctionnelle.

### Financement et responsabilité

La recherche financée par des dons est souvent axée sur cet approvisionnement. C'est parce que le soutien financier est accordé selon un processus complexe qui peut différer d'un pays à l'autre, mais qui presque toujours inclut de redéfinir les propositions de recherche afin qu'elles répondent aux critères superficiels de

l'instance qui est bailleur de fonds. Le résultat peut ne pas en être d'une 'utilisation' aussi bonne pour les décideurs politiques qu'il apparaissait au début du projet.

### Importance et impact

Un problème fondamental auquel beaucoup d'entre nous sont confrontés dans la recherche sur le développement est celui des 'clients multiples' : nous essayons effectivement de servir à la fois l'institution qui finance la recherche, mais aussi les institutions des pays en développement qui veulent - ou sont supposées vouloir - être guidées par les résultats de notre recherche. Ceci amène des difficultés inhérentes, qui deviennent évidentes quand on essaye d'évaluer l'importance, la pertinence et l'impact de la recherche, lorsqu'il faut savoir qui sont les utilisateurs et lorsqu'il faut mesurer la valeur ajoutée des activités de recherche.

## 2. Le rôle central de l'EADI

Afin de pouvoir limiter les tensions et jeter une passerelle entre la recherche européenne en matière de développement, l'EADI doit jouer ici un rôle plus actif, innovante et important pour la politique. L'EADI devrait se considérer elle-même plus comme un forum d'échanges mutuels pour les chercheurs et instituts de développement situés en Europe. Au vu de l'analyse qui précède, il faudrait développer une triple stratégie :

- (a) soutenir les efforts de valorisation des ressources humaines en Europe dans le but d'une meilleure politique officielle de développement,
- (b) fournir des services d'intermédiation crédibles, et
- (c) devenir un partenaire crédible auprès des institutions de l'UE et des gouvernements membres dans leurs propres efforts pour gérer le savoir pour le développement.

### Renforcement des capacités

Pour améliorer les capacités, les compétences et le savoir-faire, en vue d'une analyse de la politique officielle de développement, l'EADI pourrait créer un groupe de travail qui devrait dresser un bilan des capacités qui existent en Europe concernant les Etudes en politique officielle et en développement ('PPD' en anglais), qui procéderait à une évaluation des programmes actuels et qui fournirait des lignes de conduite pour la communauté de développement et ses institutions membres sur la question de l'expansion et du renforcement des programmes existants actuellement dans les institutions de haut niveau.

Il pourrait aussi coopérer avec le Réseau pour le développement mondial (RDM) pour renforcer le secteur PPD dans les institutions partenaires. En plus, l'EADI pourrait renforcer ses propres Groupes de travail et les unifier, dans le but commun de synthétiser les messages et les conclusions importantes destinés à l'attention des décideurs politiques.

### Services d'intermédiation

L'EADI, en tant qu'organisation qui inspire confiance et qui est respectée dans la communauté de recherche, est bien placée pour traduire les aspirations des chercheurs en besoins des décideurs politiques. L'association pourrait ainsi fournir d'elle-même, et en association avec ses institutions partenaires des services d'intermédiation crédibles aux décideurs politiques

### Un partenaire crédible pour les institutions européennes

Grâce à son large réseau de membres et à son système de Groupes de travail, l'EADI peut identifier les besoins politiques des

gouvernements européens et de la Commission, et transformer ces besoins en stimulants pour les chercheurs. L'EADI ne doit pas seulement faire le lobbying des gouvernements et institutions européens, mais aussi discuter activement avec ces instances les thèmes de politique sur lesquels les membres peuvent travailler, éventuellement avec du financement provenant des institutions concernées.

Une autre caractéristique particulière et singulière à la structure de l'EADI est la participation à part entière des

Directeurs d'instituts de recherche dans leur structure spécifique. Ces individus sont souvent éminents et bien connus dans leur communauté en dehors des universités ; ils pourraient agir pour l'EADI en tant qu'agents envers les gouvernements nationaux et les institutions intergouvernementales.

## 3. Conclusions

L'EADI est en meilleure position que l'association ne l'a jamais été pour apporter sa contribution à la formulation de la politique de développement en Europe. En même temps, l'EADI est en passe de ré-insuffler une nouvelle énergie à la communauté de développement à la fois en canalisant le financement et en fournissant un but politique aux projets de recherche.

La prise de conscience chez les décideurs politiques qu'ils ont besoin de la communauté de recherche peut avoir eu un effet salvateur sur des disciplines qui étaient menacées : les études du développement ne sont plus vues comme un anachronisme post-colonial, mais comme une organisation nécessaire et logique de la recherche et comme un coup de pouce important pour agir dans le monde politique. C'est le travail de l'EADI que d'assurer que cette idée devienne permanente et dominante.

<sup>1</sup> Les auteurs voudraient remercier ici Adrian Wood de Queen Elisabeth House Oxford, pour ses commentaires précieux et ses observations perspicaces. Les vues exprimées dans ce chapitre sont personnelles et ne représentent pas nécessairement celles du Centre du Développement de l'OCDE



<sup>2</sup> Une telle recherche est souvent décrite comme 'appliquée' ou 'axée vers la politique' pour la différencier de la recherche 'pure' où le chercheur explore des relations fondamentales pour le bien de l'augmentation du savoir.

La contribution complète est téléchargeable sur le site de l'EADI.

E-mail: [louka.katseli@oecd.org](mailto:louka.katseli@oecd.org)

# Partenariat dans la recherche - Observations sur la coopération Sud-Sud et Nord-Sud

Par Gladys Lechini, Coordinatrice du Programme Sud-Sud au CLACSO

La coopération Sud-Sud n'est ni neutre ni spontanée. Elle va à contre-courant vu que les relations entre des institutions ont toujours suivi le modèle dans le sens Nord-Sud.

Cependant, des chercheurs du Sud et divers partenaires internationaux de recherche ont récemment mit en exergue leur insatisfaction concernant le courant dominant qui existe dans les sciences sociales. En effet, ce courant majoritaire est incapable d'apporter des explications valables et de proposer des solutions intéressantes aux problèmes sociaux du Nord et du Sud. Cette situation a aussi été soulignée par le rapport Gulbenkian<sup>1</sup>, qui a mis le doigt sur la nécessité de réorienter les sciences sociales en général, pour promouvoir des efforts de coopération entre le Nord et le Sud, et d'améliorer l'organisation d'infrastructures de recherche situées dans le Sud.

Malgré que quelques rares initiatives ad-hoc aient été prises par des réseaux de recherche depuis les années 1970, tels que les réseaux CLACSO et CODESRIA, ces efforts ont produit des résultats limités ; surtout à cause des problèmes communs bien connus dans le domaine de la production et de la distribution du savoir, parmi lesquels on peut mentionner :

- l'isolement des chercheurs et des réseaux des différentes régions du Sud, vu le manque de ressources et le fait qu'ils ne

connaissent pas assez les autres productions universitaires et scientifiques, vu les

problèmes de transport et les hauts coûts de la mobilité de chercheurs universitaires ;

- l'existence de différentes traditions de travail intellectuel, ce qui fait que le travail de coordination n'est pas toujours facile ;
- les différents types de professionnalisation et les différentes traditions d'organisation et de style de travail dans les institutions de sciences sociales dans le Sud ;
- la faiblesse des infrastructures de communication et de dissémination ;
- la tendance de se focaliser sur l'extérieur plutôt que s'attaquer au niveau mondial à cette lacune intellectuelle ;
- l'importance de relations asymétriques Nord/Sud, ce qui est une longue tradition bien ancrée ; ceci fonctionne en général selon ce modèle : le Nord fournit les orientations théoriques et méthodologiques et le Sud fournit les données brutes.

Pour dépasser cette situation, CLACSO a été un pionnier pour encourager la collaboration entre des chercheurs

Africains et Latino-américains en faisant fonctionner des programmes Sud-Sud, et pour contrecarrer l'attraction naturelle exercée par les universités du Nord. Ces efforts se sont intensifiés au cours des cinq dernières années.

Depuis 2000, une série de consultations ont été mises en place pour initier et améliorer la coordination entre les chercheurs dans le Sud. Avec le soutien financier de SAREC, plusieurs rencontres ont été organisées pour identifier la nature de la collaboration entre les réseaux clé dans les trois régions : CODESRIA, OSSREA, AAPS et APISA.

Bien que la coopération Sud-Sud apparaisse comme étant une alternative pour faire face aux nombreux problèmes dans nos pays, c'est un processus complexe qui doit être constamment construit et renforcé. Il nécessite aussi d'énormes efforts de coordination et une volonté de fer, vu l'absence de tradition de

recherche collaborative, et vu la forte dépendance des perspectives du Nord, de ses orientations méthodologiques et de ses ressources financières.

Un des obstacles les plus importants à la coopération Sud-Sud (et aussi Nord-Sud) a été le caractère intermittent des différents programmes d'aide financière ; ceci a provoqué une tendance de penser à court terme, et en conséquence on assiste à des déficits au niveau de l'accumulation durable de leurs effets. La continuité de l'aide financière sur une longue période est pour ces programmes un ingrédient clé de succès. Il faut se souvenir que la création d'une équipe de chercheurs érudits près à s'engager dans ce type d'efforts est un processus long et difficile.. C'est pourquoi la continuation de ces programmes est le seul moyen qui permettrait au Sud de créer une solide communauté épistémologique.

Quant à la question de savoir pourquoi coopérer, les réponses proviennent de la prise de conscience de l'incapacité de cadres épistémologiques de sciences sociales basés dans le Nord dominant et les approches de recherche purement nationales dans le Sud de comprendre les défis de développement actuels. En conséquence, il y a une incapacité de produire des approches alternatives théoriques et méthodologiques de création de savoir.

Mais la coopération Sud-Sud ne devrait pas nécessairement se construire comme une sorte d'opposition aux nouvelles formes de coopération Nord-Sud. Alors qu'il y a dans ce type de coopération un accent très clair qui est mis sur le paradigme conventionnel des sciences sociales du Nord, il va sans dire qu'il est vrai qu'il y a des expressions alternatives de volonté de s'engager dans une relation de style coopératif avec les chercheurs du Sud.

Ce nouveau modèle de coopération, dans lequel on voit qu'un des points centraux est l'acceptation de l'agenda de recherche élaboré dans le Sud, émerge lentement dans la



communauté universitaire.

Dans cette nouvelle forme de coopération Nord-Sud, l'EADI pourrait jouer un rôle spécial. Non seulement l'EADI a des relations de travail avec de nombreux gouvernements européens, mais l'EADI a aussi la capacité de stimuler une discussion plus profonde sur la nature du processus de développement. Cette discussion pourrait avoir alors lieu en se basant sur la diversité de l'expérience européenne en cette matière, et en prenant appui sur les relations spéciales que l'Europe a encore toujours avec toute une série de pays dans le Sud. D'un autre côté, il est aussi vrai que le monde universitaire européen s'est avéré être plus ouvert et pluraliste que son homologue des EU, et ce particulièrement en ces jours-ci.

Concernant la question du pourquoi, il a été affirmé que la collaboration Sud-Sud serait un instrument utile pour :

- développer d'efficaces communautés épistémologiques de sciences sociales, qui pourraient articuler des voix du Sud dans les cercles universitaires internationaux et dans les

arènes politiques

- promouvoir une approche vraiment mondiale à la production de savoir, à travers la mobilisation de diverses perspectives méthodologiques et expérimentales qui articuleraient ainsi les vrais besoins de développement régional
- améliorer la production et la distribution de savoir important et adéquat
- valoriser le travail actuel et futur de réseaux de recherche situés dans le Sud et focalisés sur les sciences sociales essentielles et déterminantes.

Pour être efficace, la coopération Sud-Sud doit se construire systématiquement, à travers des domaines de thèmes spécifiques, avec des objectifs précis, en essayant de contrôler notre tendance naturelle à disperser nos efforts.

A travers la Coopération Sud-Sud nous sommes en train d'apprendre de nouvelles formes de travail en réseau, ce qui force nos chercheurs à repenser les catégories théoriques, à discuter de nouvelles méthodologies comparatives et incorporer la possibilité d'échanger des expériences qui pas seulement à cause leur caractère unique ne peuvent pas être abordées de façon collaborative et dans une perspective comparative.

E-mail: lechini@clacso.edu.ar

1 Immanuel Wallerstein, *Open the Social Sciences : Report of the Gulbenkian Commission on the Restructuring of Social Sciences* (Stanford: Stanford University Press, 1996)



## L'EADI renforce ses liens avec les associations régionales

# Nouveau programme de travail

Depuis 1975, l'EADI est accompagnée par ses trois associations sœurs CODESRIA, CLACSO et Asian Association (rebaptisée APISA), qui ont toutes aidé à créer et développer l'EADI. Elles ont allié leurs forces au sein du Comité interrégional de coordination des associations pour le développement (Inter-regional Coordinating Committee of Development Associations, ICCDA, cf. [www.iccda.net](http://www.iccda.net)).

Après quelques années ayant connu relativement peu d'activités communes, l'ICCDA a organisé une réunion concernant l'avenir du réseau lors de la 11e Conférence générale de l'EADI, en septembre 2005 à Bonn. Les représentants de l'ICCDA sont convenus de la nécessité et du désir commun de

maintenir une bonne coopération entre les associations membres de l'ICCDA. Ils ont déterminé un certain nombre de mesures concrètes à entreprendre rapidement afin d'assurer la coordination des activités, de la recherche et des programmes de formation ainsi que l'échange d'informations. L'objectif principal est de promouvoir la recherche interdisciplinaire et les débats sur les questions de politiques sociales et de développement et d'influencer les processus de décision politiques.

Grâce au soutien de la Direction du développement et de la coopération (DDC) suisse, un programme de travail a été établi et une première réunion organisée le 4

novembre 2006 à Brighton pour aider les activités communes à démarrer. En voici les résultats :

1. Les relations de travail entre les chercheurs en Europe (EADI) et ceux des régions partenaires en Afrique (CODESRIA, OSSREA), Amérique latine (CLACSO), Asie (APISA) et au Moyen-Orient (AICARDES) seront renforcées. Le projet prévoit des activités régulières et efficaces de partage des informations.
2. La création de groupes de travail communs de l'ICCDA ayant une priorité thématique pertinente dans leur contexte et qui effectueront des recherches sur les relations

entre les continents dans le cadre de la coopération pour le développement :

- a) Europe - Afrique : groupe de travail sur "l'assurance qualité commune dans les études sur le développement et le classement des revues".
- b) Europe - Amérique latine : groupe de travail thématique sur "l'asymétrie internationale et ses conséquences pour le développement durable en Amérique du Sud".

- c) Europe - Asie : groupe de travail thématique sur "la révision du capitalisme pour les besoins du développement durable : confrontation ou convergence des expériences asiatiques et européennes".
- 3. Prévision d'une réunion de travail pour chaque groupe de l'ICCDa en 2007.
- 4. Ateliers importants organisés par ces groupes de travail lors de la prochaine Conférence générale de l'EADI, prévue pour septembre

2008 à Genève.

- 5. Accompagnement et soutien aux activités par des techniques d'information et de communication, notamment un site internet commun de l'ICCDa, un journal électronique et des groupes de discussion virtuels.

Pour en savoir plus, consultez [www.iccda.net](http://www.iccda.net) ou contactez Can Akdeniz à [akdeniz@eadi.org](mailto:akdeniz@eadi.org)

## Rapport sur les progrès de l'initiative EADI/CERES d'évaluation de revues

Le monde scientifique est largement dominé par les évaluations de performances scientifiques basées sur le réseau "ISI web of science". Les revues scientifiques incluses dans ce système sont nombreuses, mais on observe une tendance à favoriser les revues britanniques et américaines, en langue anglaise. En raison du mécanisme de sélection d'ISI, de nombreuses revues 'locales' (d'Afrique, Amérique latine, Asie ou d'Europe continentale), et en particulier celles rédigées dans d'autres langues, sont souvent exclues.

En 2005, l'EADI a adopté le système d'évaluation des revues en sciences sociales développé et toujours utilisé par le centre de recherches néerlandais CERES (Research School for Resource Studies for Development, cf. <http://ceres.fss.uu.nl> > rating). Ce système inclut le système ISI, mais il va bien au-delà. Sa structure se divise en cinq niveaux :

- A revues ISI ayant le plus grand impact dans des domaines spécifiques
- B autres revues ISI
- C revues hors-ISI utilisant un système de références
- D revues scientifiques sans système de références
- E revues non-scientifiques

Le niveau C en particulier inclut de nombreuses revues importantes pour les scientifiques spécialistes du développement et les scientifiques du Sud, et qui sont cependant exclues de l'ISI. L'approche développée par l'EADI/CERES est d'inclure dans la liste toutes les revues utilisées par les scientifiques travaillant sur le développement, ce qui signifie

en pratique qu'elle rassemble un large éventail de revues en sciences sociales et disciplines complémentaires telles que les sciences naturelles, la médecine ou l'art. Une attention particulière est accordée à la prise en compte de revues publiées en dehors du domaine 'anglo-saxon' et de revues publiées dans le 'Sud'.

Chaque année avant le mois de juin, il s'agit d'ajouter et de corriger certaines données, ce qui est préparé par un Comité d'accréditation des publications avec l'aide du bureau CERES, la décision étant prise par le directoire de CERES. Dans le courant de l'année, une version actualisée sera publiée sur les sites internet de l'EADI et de CERES.

Au premier semestre 2006, les membres de l'EADI ont reçu un appel lancé à travers le site de l'association afin qu'ils envoient leurs suggestions de revues à ajouter et de corrections à apporter (justifiées) au bureau CERES. Certains membres de l'EADI ont répondu à l'appel.

En 2006, les modifications suivantes ont été préparées (et la liste 2006 a été ajustée en conséquence ; la nouvelle liste n'est pas encore prête à être publiée sur les sites de l'EADI et de CERES, il faudra attendre la fin de l'année):

- Deux nouveaux domaines ont été ajoutés: sciences pédagogiques et psychologie
- Toutes les revues de la liste 2005 ont été vérifiées concernant leur statut référencé/non-référencé (et donc leur classification ABC ou D et E) grâce à leur site internet, si disponible
- Toutes les classifications ont été ajustées

par rapport aux listes ajustées de l'ISI 2005

- Les erreurs ont été corrigées
- De nombreuses revues ont été ajoutées, sur la base des réponses obtenues de l'EADI, de CERES et d'autres scientifiques et documentalistes.

La liste EADI/CERES se limite aux revues. CERES tient également une liste d'éditeurs (suivant le même modèle A-E) et utilise un instrument d'évaluation des performances fondé sur le système d'évaluation des livres et des revues et quelques autres variables. En 2007, CERES souhaite évaluer ces trois composants et aimerait recevoir des suggestions de la part de l'EADI et d'autres organisations scientifiques internationales.

Nous vous invitons à vous joindre à nos efforts, aussi bien formellement qu'informellement. Après la publication des ajouts de 2006 sur le site (avant la fin 2006) nous aimerions recevoir vos idées d'ajouts et de corrections. Merci de bien vouloir les envoyer à [l.vantoleto@fss.uu.nl](mailto:l.vantoleto@fss.uu.nl). Les revues sont notre priorité actuellement mais vous pouvez aussi envoyer des éditeurs.

Filip Reytnjens/Ton Dietz (Comité ad hoc de l'EADI sur le classement des revues)

E-mail: [T.Dietz@fss.uu.nl](mailto:T.Dietz@fss.uu.nl)

# Guide de l'EADI pour examen des études du développement

A Brighton on a présenté la version préliminaire du 'Guide for the EADI Peer Review of Development Studies' (guide de l'EADI pour examen collégial des études du développement). Elle avait été préparée par le groupe opérationnel spécial 'EADI accreditation initiative'. Ce groupe était composé de Louk de la Rive Box/ISS La Haye, de Michel Carton/IUED Genève, de Filip Reyntjens/IDPM Université d'Anvers, de Nadarajah Shanmugaratnam/Université norvégienne des Sciences de la vie-UMB et de Joost Mönks, secrétaire du groupe.). Ce guide (téléchargeable sur [www.eadi.org](http://www.eadi.org)) comprend les critères de base proposés pour une évaluation par les pairs des programmes d'étude, sous les auspices de l'EADI. Les objectifs spécifiques du guide sont :

- définir un ensemble cohérent de points de

référence normatifs pour une auto-évaluation et pour les visites externes des programmes d'E. du D. qui en découlent. Ces visites externes ou 'évaluations par pairs' constituent un élément central dans l'assurance externe de qualité de programmes d'E. de D.

- offrir ce guide 1) comme un guide de référence européen dans le cadre du processus national d'accréditation ; et 2) un guide-cadre professionnel de standard minimal publié par l'EADI pour les universités, les étudiants et les acteurs externes.
- définir des standards de qualité minimale suffisamment discriminatoire pour à la fois clairement délimiter les domaines d'Etudes du Développement et améliorer la qualité des programmes d'E. du D.

- adopter par la méthode 'learning by doing' (apprentissage par la pratique) les approches de perfectionnement d'autres critères spécifiques d' E. du D.

Un grand nombre de questions ont été soulevées à Brighton, entr'autres les questions liées au terme accréditation lui-même, à la différenciation de contenu et de critères et de processus, à l'éligibilité de programmes de développement qui ont un accent de monodisciplinarité prononcé (tels que les sciences économiques et le développement), ainsi qu'à la valeur ajoutée d'une accréditation de l'EADI. Le groupe opérationnel spécial a suggéré de commencer par une première pratique d'examen collégial fictive qui devrait être alors évaluée en détail avant de décider des autres pas à faire, y inclus la création d'un 'Système de l'EADI d'assurance qualité'.

Contactez Joost Mönks à  
[joost.moenks@iued.unige.ch](mailto:joost.moenks@iued.unige.ch)

# Gestion de l'information : trente ans et toutes ses dents

Par Geoff Barnard, Institute of Development Studies

Le Groupe de travail de l'EADI sur la gestion de l'information a fêté son trentième anniversaire à l'occasion d'un atelier en septembre 2006. Grâce au généreux accueil de l'Institute of Development Studies (IDS), à Brighton, le groupe a pu célébrer ses réussites, redécouvrir certaines des danses mythiques des années 1970, et tourner son regard vers l'avenir en se penchant sur les défis actuels de l'information - notamment sur les deux priorités suivantes : la communication sur la recherche et les archives dites 'ouvertes', c'est-à-dire libres d'accès.

## Améliorer la communication sur la recherche

A quoi bon effectuer des recherches si personne n'en entend parler ? La recherche sur le développement veut aider à changer le monde, et la communication est essentielle pour atteindre cet objectif. Mais la communication

est encore trop souvent une activité rajoutée à la hâte en fin de projet au lieu de faire partie intégrante de l'ensemble du processus de recherche. Comment progresser dans ce domaine en tant qu'organisations chercheuses et en tant que communauté ?

Il est clair qu'on parle aujourd'hui davantage de communication sur la recherche, comme l'a montré une enquête réalisée en amont de l'atelier sensée donner un aperçu des pratiques et des réflexions actuels. Soixante-dix pour cent des personnes qui ont répondu au questionnaire ont affirmé que cet aspect était d'ores et déjà important dans leur travail. Certains organismes qui financent la recherche découvrent actuellement le sujet. Le ministère britannique pour le Développement international (DFID) est l'un des plus entreprenants en la matière. Dylan Winder, du service central de la recherche auprès du DFID, a expliqué aux participants de l'atelier comment son

ministère se sert de la méthode de 'la carotte et du bâton' afin d'encourager des réflexions sur la communication plus ambitieuses. Lorsqu'ils soumettent leur esquisse de projet, les candidats doivent démontrer que leur recherche répond à une demande et expliquer l'impact futur de leur travail. Ils doivent également réserver 10% du budget global du projet à la communication. Les équipes retenues devront développer une stratégie de communication détaillée au cours des six mois de la phase initiale du projet. Les progrès seront contrôlés dans le cadre des rapports réguliers afin de s'assurer que la stratégie avance.

Pour les 'promoteurs' de la communication au sein des organismes de recherche, le soutien du bailleur de fonds est crucial. Il signifie que la communication sur la recherche doit être prise au sérieux et ne peut pas être considérée comme une option sur la base du

volontariat. Pour le DFID, la logique est limpide. Le ministère s'est engagé à doubler son budget de recherche, mais il a besoin de voir davantage l'impact de ses investissements dans la recherche en termes d'objectifs de développement, ce qui signifie : une communication plus efficace.

Mais de quelle manière la recherche peut-elle avoir un impact sur les politiques et la pratique ? Le modèle linéaire traditionnel selon lequel la recherche est diffusée vers le public concerné, qui assimile les nouvelles connaissances pour ensuite les mettre en pratique, est aujourd'hui largement considéré comme trop simpliste. Le monde est plus compliqué que cela et la recherche n'est qu'un facteur parmi d'autres qui influencent les décisions politiques et les changements pratiques.

Le 'cadre RAPID' de l'Overseas Development Institute (ODI) fait partie de la nouvelle génération de modèles qui permettent d'expliquer ces complexités et mettent l'accent sur des stratégies pratiques d'exercice d'influence politique. Enrique Mendizabal, de l'ODI, a décrit ce cadre qui identifie quatre groupes de questions ayant un effet sur la manière dont la recherche est

de leurs recherches.

Le plus gros obstacle identifié s'est révélé être celui de l'absence d'incitation des chercheurs à faire l'effort de communiquer avec un public non scientifique. Pour la plupart des chercheurs, l'avancement de leur carrière dépend encore principalement de leur capacité à faire publier leurs travaux dans les livres et revues évalués par des pairs plutôt qu'à atteindre un plus large public, ce qui influe sans aucun doute sur leur comportement. Parmi les autres obstacles mentionnés se trouvent le manque d'aptitude à la communication de certains chercheurs et la nécessité de renforcer les unités de communication, ainsi que le problème de l'excès d'information dont on surcharge les groupes cibles et le besoin d'entrer en contact avec eux plus tôt dans le processus de recherche. Il est intéressant de noter que la question sur le financement a reçu des réponses moins homogènes. Pour certains, il s'agit d'un obstacle très important, pour d'autres moins ; cela semble dépendre beaucoup du point de vue de la personne interrogée.

Afin d'aller plus loin dans l'exploration de ces réalités, nous nous sommes inspirés de la présentatrice américaine Oprah Winfrey. Clare

Gorman, chargée de la communication auprès de l'IDS, a organisé et animé une 'discussion' comme sur un plateau de télévision, invitant trois experts en communication

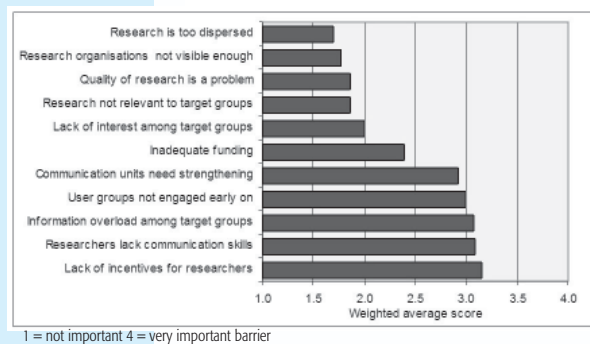
sur la recherche à partager leur longue expérience. Les 'invités' - Liz Carlile (de l'IIED), Jesper Linnell (du DIIS) et Jo Wheeler (de l'IDS) - ont évoqué les défis liés au travail de communicateur au sein d'une équipe de chercheurs et l'importance de prévoir l'aspect communication dès le début d'un programme de recherche. Ils ont conclu en recommandant de rester patient, de continuer à entretenir un lien personnel avec les chercheurs, le travail en équipe étant crucial, et d'être curieux, ouvert aux idées neuves qui permettront d'améliorer la communication sur la recherche.

## Les archives ouvertes

Il s'agissait là de la deuxième priorité de l'atelier. Cinq intervenants nous ont guidés à travers le champ de mines que représentent les concepts et acronymes dont regorge ce domaine qui gagne rapidement en importance. Le mouvement en faveur des archives 'ouvertes' ou 'libres d'accès' a pour objectif de rendre les publications (et autres documents) disponibles en ligne, gratuitement, dans des formats standard qui les rendent faciles d'accès et simples à partager, tout en respectant les droits d'auteur et les restrictions de licences. Ce n'est pas la même chose que la publication en libre accès, un sujet qui cause des débats enflammés, notamment autour de la question de la garantie de qualité et du financement des coûts de production des publications libres d'accès.

Les avantages de l'archivage ouvert sont très convaincants. Les travaux des chercheurs sont plus fréquemment téléchargés et cités. En outre, tout leur travail peut être stocké et rendu accessible en un seul endroit. Les organismes de recherche obtiennent une trace permanente de toute leur production numérique, en un lieu sûr, ce qui complète d'autres canaux de publication plutôt que de leur faire concurrence. De plus en plus d'organismes, à commencer par les universités, ont commencé à établir des archives de ce type - soit par thèmes soit par institutions - et il existe une nouvelle génération d'initiatives telles que le projet "Connecting Africa" (dirigé par l'Africa Studies Centre de Leiden), qui relie diverses archives entre elles afin de les rendre plus accessibles.

Il semble que les problèmes liés à l'obtention du droit de reproduction de la part des éditeurs afin de placer des documents dans des archives libres d'accès diminuent. Pour les mettre en place, il faut aussi résoudre certains problèmes techniques et les rendre aussi simples à utiliser que possible. Mais l'un des plus gros défis reste la participation des chercheurs. Ils doivent faire l'effort de garantir la mise en réseau de leurs publications, ce qui représente une évolution des modes de travail et encore une chose de plus dont les chercheurs déjà si occupés devront se rappeler. Une fois encore, il s'agit avant tout de motivation et d'attentes. Afin que cela marche vraiment et se généralise, il faut que la hiérarchie annonce clairement que l'archivage



utilisée, ignorée ou réinterprétée par les responsables politiques : le contexte politique, la nature des preuves, les liens entre les principaux acteurs concernés et les influences extérieures.

Reconnaître cette complexité est un premier pas très important pour la planification d'une stratégie de communication au sujet d'un travail de recherche. Reste à la réaliser, ce qui n'est pas évident. Dans l'enquête reçue en amont, les participants à l'atelier étaient priés d'expliquer quels étaient selon eux les principaux obstacles à un plus grand impact

ouvert est considéré comme une priorité et un élément clé de la stratégie de communication de son institution.

### Retour en arrière - regard vers l'avenir

La première réunion du Groupe de travail remonte à 1976, un an après la création de l'EADI. Trente ans plus tard, nous sommes convaincus que notre travail est plus pertinent que jamais. Les technologies se suivent et ne se ressemblent pas, les rôles évoluent, la communication faisant aujourd'hui partie des compétences clé, outre celles du documentaliste. Mais il est frappant de constater combien de

défis sont restés les mêmes - allant des questions pratiques concernant les avantages des nouvelles technologies au défi plus large d'être toujours plus efficace dans notre soutien au travail de nos partenaires de recherches du Sud. Au fil des ans, le Groupe a donné naissance à plusieurs initiatives importantes relatives à l'information - y compris IDIN, El@nd et Eldis. Mais sa contribution la plus précieuse est humaine. Le groupe représente une occasion de rencontrer régulièrement nos collègues des autres institutions, d'apprendre à nous connaître les uns et les autres, de partager notre expérience (et nos frustrations), et de créer des amitiés qui dépassent les frontières nationales et institutionnelles. D'un commun accord, nous

avons décidé que ce devait être là l'objectif principal de notre travail au cours des années à venir.

Pour en savoir plus sur cet atelier, veuillez consulter [www.ids.ac.uk/eadi-imwg](http://www.ids.ac.uk/eadi-imwg).

Geoff Barnard dirige le service d'information de l'IDS, et il est l'un des quatre co-responsables du Groupe de travail de l'EADI sur la gestion de l'information.

Email: [g.barnard@ids.ac.uk](mailto:g.barnard@ids.ac.uk)

## Groupe de travail de l'EADI sur la pauvreté pluri-dimensionnelle

Le Groupe de travail de l'EADI sur la pauvreté pluri-dimensionnelle s'est réuni pour la deuxième fois les 22 et 23 juin lors d'une manifestation commune avec le Groupe de travail de l'EADI sur les sociétés transnationales (STN) et en coopération avec la "Development Studies Association" (DSA). Ce congrès organisé dans les locaux de l'Overseas Development Institute (ODI) à Londres se composait d'une série de sept sessions sur deux jours consacrées au sujet suivant : les STN, le commerce et les investissements. Les sessions du premier jour se sont penchées sur le commerce ainsi que sur 'les STN et les liaisons industrielles,' celles du deuxième jour sur 'les STN et la responsabilité sociale des grands groupes industriels,' 'STN, pauvreté et inégalité,' et une session de planification pour le groupe : réunions à venir, publications etc.

Voici les contributions écrites apportées à ces sessions :

### Les STN et la responsabilité sociale des grands groupes industriels

Servir les pauvres avec profit, est-ce bien servir les pauvres ?

Andrew Crabtree, Copenhagen Business School  
Risques et menaces des investissements directs étrangers (IDE) pour le bénéficiaire

David Durkee, Warsaw School of Economics, Pologne

Explorer l'impact des IDE sur les pays d'accueil en développement : les cas du Mali et de l'Afrique du Sud

Claire Mainguy, Université de Strasbourg, et Soeren Jeppesen, Copenhagen Business School

### STN, pauvreté et inégalité

Les STN, la nature des IDE et leur impact sur la pauvreté pluri-dimensionnelle : étude de cas au Tamil Nadu et en Karnataka.

Meera Tiwari, UEL

La deuxième vague d'investissements indiens à l'étranger

Jørgen Dige Pedersen, Université d'Aarhus  
STN et intégration économique dans les petits pays : l'Amérique centrale sous le CAFTA

Diego Sanchez, Université de Londres

IDE, croissance et pauvreté : les politiques gouvernementales ont-elles une incidence ? Le cas du Vietnam

Andrew Sumner, LSBU/Ngo Minh Tuan, ministère de la Planification et des investissements, gouvernement vietnamien

Le congrès a produit deux résultats. Tout d'abord, un projet de publication d'un ouvrage annoté. Deuxièmement, les prochaines réunions des groupes sur les STN et sur la pauvreté pluri-

dimensionnelle ont été préparées.

La prochaine réunion du Groupe sur les STN se tiendra le 15 juin 2007 à Strasbourg.

Le groupe de travail de l'EADI sur la pauvreté pluri-dimensionnelle prévoit d'organiser sa prochaine conférence, intitulée "Politiques des CE pour la réduction de la pauvreté : a pauvreté différente, politiques différentes ?" à Copenhague fin 2007. L'objectif de cette conférence est de rassembler les décideurs politiques des CE et les chercheurs. Le thème relie donc la recherche sur la pauvreté et les processus politiques, cherchant notamment à comprendre comment des interprétations différentes de la pauvreté suggèrent des politiques différentes. D'autres précisions seront données lorsque le programme sera prêt.

### Contacts

Andrew Sumner:  
[a.sumner@ids.ac.uk](mailto:a.sumner@ids.ac.uk)  
Andrew Crabtree:  
[ac.ikl@cbs.dk](mailto:ac.ikl@cbs.dk)  
David Durkee:  
[durkee@sgh.waw.pl](mailto:durkee@sgh.waw.pl)  
Meera Tiwari:  
[m.tiwari@uel.ac.uk](mailto:m.tiwari@uel.ac.uk)

## Appel à contributions - EADI Transnational Corporation Working Group

# Mondialisation, Sociétés transnationales et politiques industrielles dans les pays en développement et en transition

Vendredi 15 juin 2007

A Strasbourg, Pôle Européen de Gestion et d'Economie (PEGE) - Centre de recherches : BETA

Mises à jour disponibles sur [www.eadi.org](http://www.eadi.org) et <http://cournot2.u-strasbg.fr/users/beta/index.php>

### Contexte et objectif

Lors du colloque de l'EADI à Londres en juin 2006, le Groupe de travail de l'EADI sur les sociétés transnationales a proposé une nouvelle réunion en juin 2007. Cette rencontre a pour objectif de passer en revue l'état des connaissances concernant le rapport entre sociétés transnationales et développement et de convenir d'un programme de recherches pour l'avenir.

### Domaines concernés / appel à contributions

#### 1) STN et politique industrielle

Tandis que les explications plus anciennes du miracle est-asiatique tendaient vers l'idée d'une 'histoire de libre-échange', la plupart des économistes admettent aujourd'hui que la rapidité du développement des pays asiatiques a été encouragée par l'utilisation d'un large éventail de mesures de politique industrielle. Le développement de la Chine est dû à de bonnes conditions de départ, à l'orientation vers les exportations, à la taille du marché, mais également à un gouvernement déterminé à faire acquérir des capacités à son pays et à construire une industrie moderne. Les pays connaissant un développement rapide ont très bien su empêcher les STN de constituer des "enclaves". Les contributions exploreront les expériences réussies et les échecs de divers pays. La question de la politique industrielle est particulièrement importante pour les pays qui ont attiré des nuées de STN orientées vers l'export grâce à des régimes d'investissements directs étrangers libéraux, et qui manquent d'instruments pour stimuler l'interaction entre les STN et les entreprises locales. Ce groupe accueillera également des contributions examinant les nouvelles politiques adoptées par certains pays d'Amérique du Sud cherchant à accroître leurs revenus provenant de STN dans les secteurs fondés sur les matières premières.

#### 2) STN et liaisons industrielles

Les liaisons industrielles sont traditionnellement considérées comme un outil permettant aux pays en développement et en transition de contrer les forces de la mondialisation et de compenser certains des inconvénients des industries locales en termes de ressources et de structures par rapport aux marchés mondiaux. Mais ces derniers temps l'attention se porte de plus en plus vers l'interaction entre les investissements directs étrangers (IDE) des STN et les pôles industriels créés dans les pays en

développement ou en transition. D'un côté les investissements étrangers directs sont attirés par l'existence de liaisons et peuvent contribuer, directement ou par débordement, à construire et approfondir ces liens. De l'autre, les investissements étrangers nuisent aux liaisons industrielles dans les pays en développement et en transition par des effets de concurrence et en introduisant des modes d'organisation verticaux qui ne correspondent pas à l'organisation horizontale et nationale des liaisons industrielles locales. Les contributions concernant les STN et les liaisons industrielles se pencheront sur ces dilemmes et d'autres du même type en rapport avec les IDE et les stratégies de développement économique basées sur des pôles industriels.

#### 3) STN, pauvreté et inégalité

Rares sont les sujets concernant le développement qui déclenchent des débats aussi animés que le lien entre les STN et la pauvreté et l'inégalité. La relation entre les STN et une pauvreté et une inégalité liées ou non-liées au revenu n'est pas claire, tant au niveau des concepts que des preuves empiriques. La récente expansion des IDE dans les domaines de l'eau, du système sanitaire, de l'électricité et d'autres services publics, l'intérêt pour l'éducation et la santé ou encore la sécurité sociale soulèvent la question de l'impact des STN notamment sur une pauvreté pluridimensionnelle. De plus, l'évolution de ces vingt dernières années vers davantage d'IDE dans les services, davantage d'IDE Sud-Sud et de manière générale des systèmes d'IDE plus libéraux peut avoir des conséquences diverses sur la pauvreté et l'inégalité. Les contributions se pencheront sur ces thèmes et d'autres du même genre.

#### 4) IDE Sud-Sud

Les IDE de pays en développement ou en transition vers d'autres pays dans la même situation se sont développés à un rythme soutenu au cours des dix dernières années. Les économies en développement ou en transition sont devenues des investisseurs de taille à l'étranger (cf. le Rapport sur l'investissement dans le monde de la CNUCED 2006). L'apparition des STN chinoises et russes pourrait modifier les règles du jeu sur le marché mondial. Ces nouveaux investissements posent la question de leurs déterminants et de leurs conséquences pour les économies des pays d'accueil. Les questions suivantes sont particulièrement intéressantes : ces STN ont-elles quelque chose de particulier à offrir ? Ont-elles le même impact que les STN des pays développés, ou présentent-elles des avantages différents pour le pays d'accueil ?

#### 5) Nouvelles questions

Une session sera consacrée aux 'nouvelles questions' ou 'sujets d'actualité' qui ne sont pas mentionnés dans les thèmes ci-dessus, ce qui permettra d'accueillir d'autres contributions.

### Fiche technique des contributions

L'objectif est de recevoir des contributions à un atelier d'une longueur ne dépassant pas les 7500 mots, y compris les références/notes de bas de page. Les présentations dureront 20 minutes et chacune sera suivie d'un débat de 10 minutes. Les contributions pourront éventuellement paraître sous forme de livre ou d'édition spéciale d'une revue.

### Dates limite

Résumés : vendredi 16 février 2007  
Contributions : vendredi 4 juin 2007

### Contributions sur :

- STN et politique industrielle
- STN et liaisons industrielles
- Nouvelles questions

A envoyer à :

Michael Hansen : [mwh.ikl@cbs.dk](mailto:mwh.ikl@cbs.dk) et  
Eric Rugraff : [eric.rugraff@urs.u-strasbg.fr](mailto:eric.rugraff@urs.u-strasbg.fr)

Contributions sur :

- STN et pauvreté et inégalité
- IDE Sud-Sud

A envoyer à :

Diego Sanchez : [diego.sanchez@sas.ac.uk](mailto:diego.sanchez@sas.ac.uk)  
Claire Mainguy : [claire.mainguy@urs.u-strasbg.fr](mailto:claire.mainguy@urs.u-strasbg.fr)

# Le gagnant du prix de l'EJDR 2006 et prix 2007

## Union européenne et Afrique - Vers une nouvelle relation ?

Nous sommes heureux d'annoncer que c'est l'article de Stephen Ellis and Gerrie ter Haar, "The Role of Religion in Development: Towards a new relationship between the European Union and Africa" qui a remporté le prix de l'EJDR 2006, qui se monte à 500€.

D'après le jury, l'article offre une perspective originale et pertinente d'une dimension des relations Europe-Afrique qui est souvent négligée. De la part du comité éditorial, congratulations aux deux auteurs !

Nous voudrions saisir cette opportunité pour annoncer le thème du prix 2007. Cette année, nous souhaitons lancer un appel à articles sur le sujet suivant : " L'impact de la croissance de la Chine et de l'Inde sur le monde en développement - est-il bon, mauvais ? que peut-on en dire ? "

Les articles peuvent avoir une optique économique (commerce, prix des matières premières, investissement...) ou aborder la question sous un angle politique (flux d'aide, débats sur la conditionnalité...). Ils peuvent porter plus spécifiquement sur une région (Amérique latine, Afrique ou Asie) ou être plus généraux.

Les articles soumis ne doivent pas dépasser 9000 mots. Ils doivent respecter les normes de la revue, qui peuvent être trouvées sur le site web de Taylor and Francis (<http://www.tandf.co.uk/journals/titles/09578811.asp>). Les articles peuvent être envoyés en français, anglais ou espagnol, à Susanne von Litter [ejdr@eadi.org](mailto:ejdr@eadi.org), et être clairement identifiés "EJDR Prize".

La date limite de soumission est le juin 2007.

## Communiqué

**Au printemps 2007: publication de : The EADI Book Series (Amsterdam University Press)**

# EU Development Policy in a Changing World: Challenges for the 21st Century

Edité par Andrew Mold

Division du Développement Economique  
Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (ECLAC)  
Santiago du Chili

Sur de nombreux fronts la politique de développement de l'UE se trouve dans une phase critique. Au vu des nouveaux défis importants tels que le Round de Doha des négociations multilatérales de commerce, et les préoccupations croissantes sur les menaces de sécurité, l'Union européenne doit repenser sa politique de développement tant avec ses 'voisins immédiats' qu'avec le Sud. Quel a été l'impact du processus d'élargissement sur la politique de développement ? Comment serait une politique de commerce 'ouverte au développement' ? Quels type de relations l'UE aspire t elle à établir avec l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ?

L'UE peut-elle avoir une approche cohérente envers les pays en développement, ou bien ses autres intérêts, tels que le protectionnisme en agriculture ou sa politique de voisinage vont-ils dicter sa politique de développement ? Ce volume, en se basant sur la compétence de spécialistes bien connus dans leurs domaines respectifs offre une vue critique de la politique de développement de l'UE et des défis auxquels elle sera confrontée dans un monde toujours plus instable et changeant.

Auteurs : Gordon Crawford (University of Leeds), Christian Freres (ICEI, Madrid), Marjorie Lister (University of Bradford), Andrew McKay (University of Bath), Chris Milner (University of Nottingham), Andrew Mold (ECLAC, Santiago du Chili), Oliver Morrissey (University of Nottingham), Roderick Pace (University of Malta), Sheila Page (ODI, Londres), Mirjam van Reisen (Consultante, Bruxelles), et Chris Stevens (Overseas Development Institute).

Plus d'informations sur: [www.eadi.org](http://www.eadi.org)

# Présentation des nouveaux membres

## SPES Etudes du développement

Centre de recherche de l'Université de Rome La Sapienza

Le SPES (Studi per lo Sviluppo) est un centre de recherche pluridisciplinaire pour les chercheurs de plusieurs Départements à l'Université de Rome La Sapienza ; il est situé dans les bâtiments de la Faculté de Sciences économiques.

Le SPES centre ses recherches sur une analyse de haute qualité et il offre de la recherche sur le processus de développement et ses conséquences pour les humains, la société, l'économie, la culture, l'environnement et le territoire. C'est pourquoi le Centre de recherche en Etudes du développement/SPES veut promouvoir les synergies entre les chercheurs travaillant dans une perspective pluridisciplinaire. Grâce au travail du SPES, de vastes connaissances spécialisées et des compétences profondes sont maintenant facilement accessibles à l'Université de Rome La Sapienza, et ce, tant pour les organisations nationales et internationales qui sont actives dans le domaine du développement.

<http://w3.uniroma1.it/spes/index.html>

## Healthlink Worldwide

Située à Londres, l'organisation Healthlink Worldwide /HW est une agence spécialisée sur les questions de santé et de développement ; son but est d'améliorer la santé et le bien-être des communautés désavantagées et vulnérables dans les pays en développement.

HW fournit des compétences en communication, en gestion du savoir et en apprentissage et formation. Nous coopérons avec des organismes et institutions à tous les niveaux, depuis les ONG locales et nationales jusqu'aux organismes de prise de décision internationaux. Les principaux domaines de recherche sont :

- communication - processus et instruments
- information et gestion du savoir
- travail en réseau et formation

<http://www.healthlink.org.uk>

## Higher Institute for Labour Studies (HIVA)

Les activités de recherche de l'institut HIVA sont faites pour soutenir la politique du gouvernement ; elles mettent l'accent sur les problèmes des salariés, des sous-privilegiés et des groupes désavantagés, des organisations sociales et des divers mouvements sociaux de la société.

Les activités de recherche sont organisées en quatre secteurs :

- (1) Travail et Organisation
- (2) Formation et Marché du travail
- (3) Politique sociale et économique
- (4) Développement durable

Chaque secteur de recherche adopte une approche pluridisciplinaire dans ses activités de recherche. Sur une période de près de 30 ans, HIVA a accumulé une grande expérience dans beaucoup de domaines, et c'est pourquoi il n'est pas étonnant qu'il jouisse d'un grand renom au niveau national et international. HIVA attache une importance toute particulière à la qualité de sa recherche, mais aussi à une large dissémination du savoir et des vues qu'il a acquis à travers les recherches.

<http://www.hiva.be>

## Programa Mundial Di + Di (Divulgación de Investigación, Desarrollo e Innovación)

Le Programme mondial DI + DI situé à Barcelone met l'accent sur la divulgation de recherche, ainsi que sur le développement et l'innovation. C'est tout particulièrement dans les domaines

suivants que DI+DI agit : sciences sociales, sciences expérimentales et technologies, sciences humaines et sciences médicales. Ce programme collabore dans le monde entier avec des universités, des chercheurs, des entreprises et des organisations, en leur offrant accès, par conférences vidéos, aux différents domaines de recherche.

Un des objectifs principaux de DI+DI est mettre en contact des chercheurs de différentes universités qui ont les mêmes intérêts, ou des universités avec des chercheurs, ou des entreprises avec des universités et des chercheurs et des universités avec d'autres universités dans le but final d'apporter une contribution à l'accélération de la transmission du savoir dans le monde entier.

<http://www.dismastdi.org>

## Belgrade Business School

La Belgrade Business School est une institution d'enseignement universitaire qui stimule les concepts d'études appliquées, pour développer exactement les compétences des étudiants que la société moderne attend d'eux. Et s'attachant à réaliser ces buts, elle suit les tendances nationales et internationales actuelles de domaines scientifiques et les orientations économiques. La BBS a comme but de préparer de futurs experts en offrant des compétences de décideurs et de créateurs d'entreprises, en accord avec les besoins des communautés.

Il veut aussi former du personnel selon une synthèse de connaissances théoriques et d'expériences pratiques pour l'amener plus rapidement à s'inclure dans les processus économiques des entreprises. Une continuité de travail, cinquante ans d'expérience, des programmes de cours modernes, d'excellentes conditions d'études et des moyens techniques très performants font de la BBS l'Ecole la plus grande et la meilleure, non seulement de la Serbie, mais de tous les Balkans.

<http://www.bbs.edu.yu/indexe.htm>